

Journal de l'île
Jeudi 27 novembre 2003

Au cœur de tous les débats nationaux, la problématique des jeunes en difficulté l'est encore plus à la Réunion, où les moins de 25 ans sont en majorité. Grande première sur l'île, le colloque qui s'achève aujourd'hui aux Avirons dresse un état des lieux pour mieux anticiper les problèmes à venir.

Clés

Le profil du poly-consommateur

Bien qu'elle concerne différents types de jeunes, la consommation du trio explosif rhum-zamal-artane se retrouve davantage chez les garçons que chez les filles, le plus souvent issus de milieux populaires ou de familles éclatées. Ces jeunes consommateurs peuvent commencer dès l'âge de 9 ans et connaissent presque tous de véritables difficultés à l'école.

Le fléau de l'alcool

À la lecture de plusieurs rapports mondiaux sur la consommation d'alcool chez les jeunes, deux formes d'alcoolisation semblent se distinguer. Chez l'enfant, elle se fait généralement dans le milieu familial et de manière passive. Chez l'adolescent, elle s'oriente davantage vers l'extérieur, au sein d'un groupe de pairs, et répond souvent à un besoin de se démarquer de la réalité familiale en existant par ses propres expériences. Désinhibant, l'alcool donne l'impression de faciliter la communication avec l'autre. A la Réunion, une étude réalisée auprès de jeunes scolarisés en 4e, 2de et Terminale révèle que 60,7 % d'entre eux ont déjà expérimenté l'alcool et que 0,8 % en boivent tous les jours. La filière technique est la plus touchée avec 66 % de buveurs occasionnels. Autre constatation : le rajout d'autres produits toxiques à la simple consommation d'alcool se retrouve dans 51 % des cas.



Les étudiants et la drogue

Une enquête similaire a été réalisée auprès des étudiants réunionnais inscrits en début d'année universitaire 1999/2000. D'après les résultats, on constate une évolution croissante avec l'âge du nombre d'étudiants ayant essayé de la drogue mais aussi une différence sensible entre les sexes. Ainsi, on passe de :

- 48 % des hommes de moins de 20 ans et 73 % des plus de 23 ans déclarent avoir déjà consommé des substances psychotiques.
- Contre 18 % des femmes de moins de 20 ans et 50 % des plus de 23 ans.

Une bombe à retardement

En deux ans, le cocktail explosif Artane, rhum, zamal est devenu commun à la Réunion. Un moyen pour les adolescents en difficulté d'échapper au monde réel. Et qui laisse justice, associations et familles complètement désarmées.

Claire* a commencé à 13 ans. En goûtant d'abord au zamal "pour faire comme les autres". Puis les tranquillisants sont venus s'ajouter aux cigarettes coniques. Besoin d'un effet plus radical pour échapper à l'atmosphère étouffante de la famille : une mère au chômage, un père qui la dévalorise depuis toute petite. "La pile plate dans le sac, par contre, c'était plus un truc de vieux. Nous on buvait pour s'amuser seulement." Une idée fautive mais encore bien ancrée dans les esprits, chez les adultes comme chez les jeunes. Car du simple punch qu'elle partage en boum avec ses copains, Claire s'habitue avec les années au "petit coup" quotidien. Celui que l'on prend le soir en rentrant chez soi, pour balayer d'un trait les soucis de la journée. "Le danger, c'est que ces produits sont si facilement accessibles qu'on n'a jamais l'impression de consommer de la drogue, au sens propre du terme".

UN EURO LE CACHET

Bientôt deux ans que Monique Girier, la directrice générale de l'AAPE (association d'aide et de protection de l'enfance) tire la sonnette d'alarme contre cette "drogue de proximité". "Pour un euro, n'importe quel jeune peut se procurer au coin de la rue un cachet d'artane. Avec la consommation cumulée de zamal et d'alcool, ce triste cocktail est un véritable problème de santé publique." C'est aussi devenu un casse-tête total pour les autorités qui ne savent pas quoi faire de ce phénomène à la limite entre le sanitaire et le juridique. Soins ou répression ? Les centres pénitentiaires et les

cellules psychiatriques se renvoient ces jeunes polyconsommateurs comme une patate chaude. "Le problème, c'est que nous n'avons pas les armes adaptées pour lutter contre ce fléau, constate Monique Girier. La plupart de nos méthodes viennent de métropole. Or, le cas de la Réunion est bien différent de ce qui se passe ailleurs avec la consommation d'héroïne ou de cocaïne."

UN BILAN EN 5 ÉTAPES

À Saint-Pierre, une association s'est décidée à prendre le taureau par les cornes. Depuis trois ans, l'ACMLS (association de criminologie et de médecine légale du Sud) joue le rôle d'interface entre le jeune et la justice en proposant une sorte de bilan en cinq étapes. Une expérience unique sur l'île, comme sur le territoire national, où l'intéressé, après consultation médicale, est invité à réfléchir à son rapport avec le produit addictif, à sa situation familiale... À l'issue de ce bilan, il repartira avec une attestation certifiant son passage et sa volonté de sortir de cette situation, qu'il pourra présenter s'il le souhaite le jour de son audition au tribunal. "Pour l'instant, ce travail n'existe que pour les cas d'alcoolisation. Mais il n'est pas exclu de l'étendre prochainement à la consommation de zamal ou d'autres stupéfiants", fait remarquer Yanick Gazar, le président de l'ACMLS. Preuve que l'association a gagné la confiance des familles, c'est un père et non l'officier de police judiciaire, qui est venu y conduire son fils récemment. Et ce, spontanément. Sans la moindre injonction de la justice.



Sur l'ensemble des adolescents qui consomment régulièrement zamal, alcool et médicament; 4 % deviendront plus tard toxicomanes, autrement dit dépendants.

"En aucune façon, nous ne sommes là pour faire la morale, précise Jean-Yves Hoarau, trésorier de l'association et éducateur spécialisé en pédopsychiatrie. Notre action est tout sauf répressive. Or, pour cela, ils nous faut impérativement travailler avec les parents. C'est faux de dire qu'ils démissionnent. Ils n'ont tout sim-

plement pas la bonne clé. Et c'est ce que nous nous efforçons de trouver par le biais d'initiatives comme les ateliers de ce colloque qui ont lieu aujourd'hui".

■ Coralie Cochin

* Le prénom de la jeune fille a été volontairement modifié.

Les gendarmes à l'école

Chaque année plus de 8 000 enfants scolarisés entre le CM2 et la terminale ont droit à leur rencontre "gendarmérie". Durant deux heures, dans les salles de classe, élèves et militaires discutent librement de la drogue, de la délinquance, de la sécurité routière. En un mot, ils communiquent. "Il y a un vrai dialogue avec les adolescents, commente l'adjudant Patrick Dalgren de la brigade de prévention de la délinquance juvénile (BPDJ).

Au delà des mouquantages traditionnels et normaux envers notre fonction, ils se livrent facilement. Ils ont besoin qu'on les écoute. Et quand les élèves comprennent qu'ils agissent mal, ils sont prêts à rectifier le tir rapidement". Depuis la création de cette unité en 1998, le message est axé sur la drogue et la délinquance. Deux phénomènes de cause à effet, où les adolescents sont directement concernés. Mais lors des rencontres avec les forces de l'ordre, les questions sont

libres. "Les établissements scolaires nous demandent parfois d'intervenir sur un sujet précis, comme par exemple le zamaï. Mais au bout de 20 minutes, la discussion déborde rapidement sur d'autres dangers", continue l'adjudant Patrick Dalgren. Racket, lieu

d'écoute... Un maximum de thèmes sont couverts. D'ailleurs, afin d'être au plus près des préoccupations de la jeunesse, il existe dans chaque brigade un référent collège, c'est à dire une personne chargée d'établir et de maintenir des liens avec les équipes pédagogiques.

Au bout du compte, ces opérations couvrent plusieurs objectifs. Le plus visible est d'éviter aux adolescents de choisir une mauvaise route. D'autres sont plus diffus. "Durant ces entrevues, nous nous présentons toujours avec l'uniforme afin d'être immédiatement identifiés", confie l'adjudant. Et puis, même en uniforme, les gendarmes se montrent sous un jour agréable. Ils sont là pour parler et non pas faire de la répression. D'où une bonne image de la fonction transmise aux adolescents.



Les gendarmes accordent beaucoup d'importance aux rencontres avec la jeunesse. A Cilaos, début novembre, ils n'ont pas hésité à montrer leur véhicule blindé à roues à des élèves (photo archives).

Journal de l'île
Jeudi 27 novembre 2003



**A la Réunion,
un jeune sur dix est
un polyconsommateur
à risque.**

Réfléchir hors du cadre institutionnel

Véritable innovation de ce colloque, les ateliers pédagogiques proposent enfin aux acteurs concernés par la jeunesse en difficulté de se rencontrer et d'évoquer leurs diverses expériences. Justice, gendarmerie, enseignants, praticiens, représentants d'associations, parents... "Il fallait bouleverser la tendance qui veut que chaque corps de métier travaille dans son coin," souligne le procureur Paul-Louis Rabesandratana, l'organisateur de la manifestation. Une idée que soutient Jean-Yves Hoarau, éducateur spécialisé : "Nous ne pourrions réellement aider ces jeunes qu'en échangeant nos connais-

sances. Il faut désormais privilégier l'interdisciplinarité". Ouverts au public, ces ateliers se dérouleront de 9 h à 11 h ce matin, à la salle Georges Brassens des Avirons. Parmi les sept thèmes au programme : "Les jeunes toxicomanes polyconsommateurs et *border-line*", dirigé par le docteur Patrice Hemery, président du réseau OTE (ouverture thérapeutique et éducative). A l'issue de chaque atelier, un compte-rendu devrait être rédigé et devrait servir, à l'avenir, de nouvel outil de travail.

■ C.C.

« JEUNESSE EN DIFFICULTE » : LES PROFESSIONNELS ET LA POLYTOXICOMANIE

Du bricolage au travail en réseau

Le colloque « jeunesse en difficulté : quelles réponses? » s'est achevé hier aux Avirons par des travaux en atelier. Celui consacré à la polytoxicomanie, phénomène en hausse et face auquel les professionnels se sentent impuissants, préconise un vrai travail en commun entre médecins, éducateurs spécialisés ou psychologues, qui pour l'instant « bricolent » chacun dans leur coin.



« Chacun est centré sur sa façon de voir, sans s'intéresser à ce que font les autres professionnels. Le problème est là », a regretté une intervenante.

Confrontés aux polytoxicomanes, les professionnels - médecins, travailleurs sociaux, psychologues, etc., - se sentent désarmés. « On constate que la polytoxicomanie augmente à la Réunion et ailleurs. Mais les professionnels, qu'ils relèvent de la médecine, du social ou de la justice, ne savent pas quoi faire, souligne le docteur Patrice Hémerly, qui animait hier cet atelier aux Avirons.

Il n'existe pas de cadre de prise en charge pour ça. Chacun brode de son côté. Ce qu'il faut, c'est s'enrichir de tous ces bricolages, réunir les expériences et les méthodes de cha-

cun ».

L'atelier « jeunes toxicomanes polyconsommateurs » du colloque sur la jeunesse en difficulté, qui s'est achevé hier aux Avirons, préconise la mise en commun des différentes pratiques, seul moyen, selon les participants au débat, de lutter efficacement contre ce fléau.

« On nous forme sur les produits pris par les polytoxicomanes, mais on ne nous aide pas dans l'accompagnement. On est à côté de la plaque », déplore un éducateur spéciali-

sé. Les médecins se sentent eux aussi impuissants, réduits à traiter les conséquences (la prise de drogue) sans pouvoir intervenir sur les causes.

« Chacun est centré sur sa façon de voir »

« On découvre des problèmes de maltraitance ou d'abus sexuel derrière la toxicomanie, mais on ne sait pas que faire face à cela, sinon écouter, confie Patrice Hémerly. On se retrouve face à quelqu'un qui enfouit ses problèmes sous des

kilos d'Artane ou de Rohypnol ».

Dans une de ses interventions, la psychologue Myriam Laborde-Brana a résumé cette difficulté des différentes professions à travailler de concert. « Le médecin aborde le polytoxicomane en terme de prise en charge et de santé publique, le gendarme en pensant à l'ordre et l'éducateur à l'insertion, remarque la psychologue, reconnaissant caricaturer ces approches. Chacun est centré sur sa façon de voir, sans s'intéresser à ce que font les autres professionnels. Le problème est là ».

Les anciens toxicomanes « seuls véritables experts »

« Nous ne sommes pas très bons chacun de notre côté, mais nous pouvons être excellents ensemble », ajoute un autre intervenant. La journée d'hier a permis une première rencontre des professions et des débuts d'échanges. Reste encore à concrétiser cette volonté de travail en commun à l'avenir et en dehors de rendez-vous ponctuels.

En outre, selon les intervenants, les professionnels doivent aussi changer leurs représentations sur la polytoxicomanie. A trop vouloir ramener le toxicomane vers la « norme », sans tenir compte de son univers, les professionnels vouent leurs tentatives à l'échec. Le toxicomane ne se sent pas compris et n'a aucune envie d'abandonner ses repères. D'où l'autre idée avancée par les participants pour une lutte plus efficace contre la polytoxicomanie : la prise en compte du point de vue des anciens toxicomanes, « seuls véritables experts », comme le rappelle une intervenante, et sans aucun doute bien mieux armés que des professionnels car ayant été directement confrontés au problème.